

Les crédits

faisant cavalier seul, ce qui signifie que le projet est condamné.

Ce dossier prouve une fois de plus que les gestes du gouvernement ne suivent pas ses promesses.

Je tiens à mentionner un autre dossier. Je viens d'apprendre qu'Environnement Canada mettra fin à un projet d'analyse de l'air sur l'île Sainte-Anne, près de la réserve indienne de Walpole Island. Ce projet prendra fin le 15 mai.

Compte tenu de la proximité de la frontière américaine et de l'incinérateur de Detroit, je ne parviens pas à comprendre pourquoi Environnement Canada cesse d'aider Walpole Island à financer son projet de surveillance de la qualité de l'air. Si le gouvernement se préoccupe tant de l'environnement, si son engagement est vraiment ferme, pourquoi renonce-t-il à ce programme essentiel de surveillance de la qualité de l'air près de la frontière américaine?

En plus, le gouvernement n'a absolument rien fait pour arrêter ou retarder la construction de l'énorme incinérateur de Detroit. Ce sera le plus grand incinérateur d'Amérique du Nord. Les Américains n'ont pas voulu utiliser les meilleures techniques qui existent parce qu'ils les ont jugées trop coûteuses. Selon moi, il est beaucoup plus coûteux de porter atteinte à la santé des Canadiens qui vivent là où les vents dominants porteront les fumées de ce monstrueux incinérateur.

Les conservateurs devraient suivre l'exemple du gouvernement ontarien. Il appartient au ministre de l'Environnement de faire montre de courage, de force et d'intérêt réel dans ce dossier. Le ministre provincial de l'Environnement a intenté des actions en justice contre les Américains. Il nous défend. Où est notre gouvernement fédéral dans cette affaire importante? Il est aux États-Unis où il recueille des prix bidons. Lorsqu'il y a un prix à aller chercher, il semble que le gouvernement conservateur n'hésite pas un instant à se présenter. Cependant, lorsqu'il est temps d'agir, nous attendons en vain qu'il donne signe de vie.

En guise de conclusion, j'ai cité beaucoup de cas où le gouvernement n'a pas vraiment agi et ne s'est pas engagé à fond pour protéger l'environnement, et ces cas sont propres à ma circonscription de Kent. Le ministre a fait preuve d'une logique sélective face au projet de construction d'un pipeline dans le lac Huron. Il a dit: «Ce n'est pas notre problème». Il fait fi d'un certain nombre de projets

d'approvisionnement en eau ailleurs au Canada. Il ne tient pas compte du fait que la rivière Sainte-Claire est une voie navigable internationale. Il ne tient pas compte du fait que les collectivités en aval ont dû faire face à plus de 300 déversements.

Le désastre écologique n'est pas la faute des citoyens de Kent-Nord. Il est directement attribuable aux déversements industriels et à des gouvernements incapables de corriger le problème. Si les conservateurs fédéraux continuent de faire l'autruche, d'autres problèmes de ce genre surgiront dans tout le Canada.

Le problème ne disparaîtra pas. Le problème de l'infrastructure municipale ne disparaîtra pas. Je suis effrayé lorsque j'entends les conservateurs dire: «Ce n'est pas notre problème».

Le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) a affirmé très catégoriquement que «les Canadiens ne s'intéressent pas aux guerres de compétence provinciale ou fédérale; ils veulent des mesures concrètes face à l'environnement.» Ce sont les propos qu'il a récemment tenus à l'émission *Insight*, animée par Doug Fisher.

Ce matin, j'ai reçu des lettres des élèves d'une enseignante de la ville de Chatham. Elle enseigne à l'école St. Agnes, et ses élèves de quatrième et de cinquième années s'intéressent à notre environnement. Ils sont inquiets pour notre environnement. À la dernière ligne de sa lettre, elle dit: «Nous vous saurions gré de bien vouloir prendre un peu de temps pour examiner ces lettres.» Il y en a environ cinquante. Non seulement je vais les examiner, mais je vais répondre à chacune d'elles.

Des voix: Bravo!

M. Crawford: Ce sont là les enfants auxquels nous devons songer. Ils sont les chefs de demain. Nous devons donner l'exemple. Malheureusement, le gouvernement ne donne pas l'exemple à ces élèves.

Aucune mesure, aucun engagement n'a été pris concernant le projet de pipe-line du lac Huron. Les questions écologiques occupent pourtant la première place au Canada. Il est tout simplement inacceptable de la part du gouvernement de dire aux localités en aval de la «Chemical Valley» que ce problème ne le concerne pas. C'est notre problème à tous. C'est un problème national. Un problème qui commande une solution à l'échelle du pays. Jusqu'ici, le gouvernement a fui devant ses responsabilités.

Des voix: Bravo!